

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

NATURALISATION

Par décret en date du 2 Août 1968, publié au Journal Officiel de la République Française du 11 Août 1968, Page 7860, a été naturalisé français :

NGUYEN PHUC THINH, né à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) 22-04-47, NAT, 9249 x 67 - 98, Dt. 28.

NATURALISATION

Par décret en date du 2 Août 1968, publié au Journal Officiel de la République Française du 11 Août 1968, Page 7860, a été naturalisé français :

NGO VAN TAM, Santo (Nouvelles-Hébrides), 05-11-46, NAT, 9090 x 66 - 98, Dt. 28, autorisé à s'appeler légalement GOVAN (Pierre), Santo (Nouvelles-Hébrides), 05-11-46, 9090 x 66 - 98, Dt. 28.

ACTES DU CHEF DU TERRITOIRE

ARRETE N° 2117 *rendant exécutoire une délibération de l'Assemblée Territoriale*

Le Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances, Commandeur de la Légion d'Honneur, Chef du Territoire,

Vu le décret du 12 décembre 1874 et les autres actes sur le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances,

Vu le décret N° 46-2377 du 25 octobre 1946 portant organisation du Conseil Général,

Vu le décret 57-811 du 22 juillet 1957 modifié par la loi 63-1246 du 21 décembre 1963 portant institution d'un Conseil de Gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée Territoriale de la Nouvelle Calédonie, notamment en ses articles 52 et 55,

A R R E T E

Art. 1er - Est rendue exécutoire la délibération de l'Assemblée Territoriale N° 105 du 9 août 1968 réglementant le régime et la lutte contre la pollution des eaux en Nouvelle-Calédonie.

Art. 2 - Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel du Territoire.

Nouméa le 16 août 1968
Pour le Haut-Commissaire,
Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie
et dépendances et par délégation,
Le Secrétaire Général,
J.M. JOUVE

DELIBERATION N° 105

L'Assemblée Territoriale de la Nouvelle-Calédonie, Délibérant conformément aux dispositions du décret N° 57-811 du 22 juillet 1957 portant institution d'un Conseil de Gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée Territoriale en Nouvelle-Calédonie,

Vu l'arrêté du 1er octobre 1859 N° 2, Titre II,

Vu les articles 556 - 557 - 558 - 559 - 560 - 562 et 563 du Code Civil,

Vu la loi du 16 septembre 1807 relative au dessèchement des marais,

Vu les lois du 29 avril 1845 et du 11 juillet 1847 sur les irrigations,

Vu la loi du 10 juin 1854 sur le libre écoulement des eaux provenant du drainage,

Vu l'arrêté du 5 octobre 1862 sur la législation domaniale,

Vu la loi du 21 juin 1865 sur les Associations Syndicales de Propriétaires,

Vu l'arrêté du 14 mai 1870 relatif aux conditions sous lesquelles les propriétaires pourront faire usage des eaux courantes,

Vu le décret du 7 septembre 1881 rendant applicable en Nouvelle-Calédonie le décret du 5 août 1881 relatif au Conseil du Contentieux Administratif,

Vu le décret N° 54-1110 du 13 novembre 1954 portant réforme du régime des substances minérales dans les Territoires d'Outre-Mer,

Vu le décret N° 51-1135 du 21 septembre 1951 réglementant les groupes d'immeubles et les lotissements en Nouvelle-Calédonie (arrêté de promulgation N° 1231 du 15 octobre 1951),

Vu l'Arrêté N° 1790 du 22 septembre 1956 sur le régime des concessions domaniales,

Vu l'arrêté N° 58-022/CG du 5 février 1958 fixant l'échelle des peines dont l'Assemblée Territoriale peut assortir les infractions aux réglementations issues de ses délibérations,

A adopté dans sa séance du 9 août 1968 les dispositions dont la teneur suit :

TITRE I - REGIME DES EAUX

Article 1er - Sont déclarés appartenir au domaine public territorial les eaux naturelles de toutes espèces, les lacs salés et les lacs d'eau douce, lagunes, étangs, cours d'eau, nappes souterraines et sources de toute nature.

Les lits des cours d'eau font également partie du domaine public.

I/ DES EAUX DE SURFACE

Article 2 - La propriété des alluvions, relais, atterrissements, îles et îlots qui se forment naturellement dans les fleuves et rivières domaniaux est régie par les dispositions des articles 556, 557, 560 et 562 du Code Civil.

En ce qui concerne les lacs domaniaux, les dispositions de l'article 558 du même Code seront applicables.

Article 3 - Si un cours d'eau domanial se forme un nouveau cours en abandonnant son ancien lit, il est procédé conformément aux dispositions de l'article 563 du Code Civil.

Article 4 - Si un cours d'eau domanial enlève par une force subite une partie considérable et reconnaissable d'un champ riverain et la porte vers un champ inférieur ou sur la rive opposée, il est procédé conformément aux dispositions de l'article 559 du Code Civil.